



AMBASSADE DE SUISSE
AU MAROC

RABAT, le 30 janvier 1978

Boîte postale 169
Tél. 246-95 et 310-24

Réf.: 521.70. - JPW/ct

CONFIDENTIEL

A la Direction politique
du Département politique fédéral

B e r n e

Climat des investissements

en	15	14	LC	RS	ala
du	7.2	U	Voie de l'Union de l'Europe		
de	3		RS	part par RS	
EXD	- 7. Feb. 1978				
Raj. S.C. 41. Maroc. 157.0					

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai eu divers entretiens au sujet du climat des investissements avec des compatriotes tant à Rabat qu'au cours de mon récent voyage de service à Fès, Meknès, Agadir et Marrakech, ainsi qu'au dernier déjeuner mensuel des hommes d'affaires suisses à Casablanca.

De son côté, M. le Consul Monney a recueilli des informations intéressantes, sinon encourageantes, durant la dernière réunion périodique privée des consuls de l'Europe occidentale en poste à Casablanca.

La note dominante, dans tous ces contacts, reflète ce que j'ai écrit dans ma lettre du 13 janvier à la Division du Commerce (avec copie au Service économique et financier de votre Direction) sur le nouveau plan quinquennal: attente et réserve tout en restant optimiste sur le fond et à plus ou moins long terme.

La guerre du Sahara occidental pèse lourdement sur l'économie marocaine. Le but de l'agression (c'est le mot exact, et nous sommes entre nous) algérienne par Polisario interposé est a) d'éliminer si possible le régime actuel en Mauritanie pour le remplacer par un régime "favorable" à Alger, et



-2-

b) d'écraser l'économie marocaine sous des dépenses militaires croissantes ou du moins durables, pour casser la colonne vertébrale de la résistance marocaine à la politique algérienne d'hégémonie maghrébine et de subversion africaine.

Il semble que ce double objectif ne sera pas atteint. A Nouakchott, la volonté de lutter s'est, au contraire durcie depuis un an. Le Maroc, où cette volonté a d'emblée été, et reste, unanime, trouve des appuis financiers en Arabie Séoudite, notamment, et l'expérience montre que, dans les pays du Tiers Monde, les difficultés budgétaires peuvent aller très loin sans ébranler un régime. Mais l'élan économique de la première moitié de la décennie s'est bien ralenti.

L'administration marocaine manque de liquidités. Elle a reçu des consignes d'austérité. Des fournisseurs de l'Etat en biens ou en services sont payés avec des retards importants ou ne l'ont pas encore été, ce qui met certains d'entre eux dans l'impossibilité de faire face à leurs propres engagements. L'Etat cherche à accroître ses ressources par des augmentations d'impôts et de taxes souvent arbitraires et par une perception de ces charges souvent abusive. Un industriel français de Kénitra me parle de l'effet paralysant de ces mesures; son associé suisse corrige en précisant que "freinant" serait plus correct que "paralysant" et qu'il ne faut rien dramatiser.

M. le Consul Monney m'écrit que, selon son collègue français, des industriels français "se plaignent de plus en plus des contrôles fiscaux donnant lieu à des investigations interminables. Le consul honoraire de Suède remarque pour sa part que la filiale de la firme suédoise S.K.F. (roulements à billes) dont il a la direction au Maroc s'est vue récemment notifier un impôt annuel de un million de dirhams (500.000 francs suisses), alors que le capital social est à peine supérieur à cette somme. Pour l'instant la taxation aurait fait l'objet d'une transaction la

-3-

ramenant à 200.000.- dirhams; les pourparlers continuent! A propos des entreprises frappées par les mesures de marocanisation, il semble que dans de très nombreux cas, le partenaire marocain n'ait pas réalisé son propre apport de capital".

Les gouverneurs des provinces que j'ai visités n'en font pas moins preuve de dynamisme et cherchent à encourager les investissements étrangers. Mais lorsqu'on discute la question, leurs arguments se concentrent bien plus sur les avantages généraux du code de protection des investissements et d'une main-d'oeuvre nombreuse et relativement bon marché que sur les perspectives d'amélioration de la situation budgétaire et des prestations gouvernementales. Tous semblent admettre que 1978 sera une année maigre sur ce plan, mais qu'en 1979 les vannes se rouvriront....

Un élément positif pour l'avenir économique du pays m'a été signalé par le Directeur suisse de Ciba-Geigy-Maroc. L'industrie chimique suisse poursuit, comme celle d'autres pays européens, des Etats-Unis et du Japon, l'étude d'une technologie nouvelle qui permettrait de fabriquer certaines matières plastiques (polymères) en utilisant les phosphates au lieu d'hydrocarbures. Le stade "laboratoire" serait dépassé et on en serait aux "usines-pilotes". Mais on n'en est pas encore au stade industriel. Quand on y sera, cela ouvrira des possibilités très intéressantes et rentables pour les phosphates marocains.

En ce qui concerne la main-d'oeuvre marocaine et, d'une façon plus générale, le personnel marocain, les remarques de divers industriels ou commerçants suisses ou français sont intéressantes. Selon eux, cette main-d'oeuvre, le personnel à tous les échelons, sont bons à condition d'être encadrés par un minimum d'Européens. Il y aurait une sorte de "seuil de flottement" lorsque la proportion d'Européens tombe au-dessous de 5 à 6%. Ce n'est pas dû à un manque d'intelligence mais à un manque de conscience professionnelle, de Gründlichkeit, de zèle, de netteté, de discipline, de respect des normes et exigences techniques, etc....

-4-

Cela rejoint ce que me disaient des Attachés militaires sur les troupes marocaines. Malgré leur courage, "ce ne seraient plus les tabors de la Guerre d'Indochine" qui étaient commandés et encadrés par des Marocains et des Français. Il y aurait maintenant quelque laisser-aller.

Jusqu'à quel point ces remarques sont-elles inspirées d'un "colonialisme" inconscient sous-jacent, je l'ignore. En fait, j'ai eu personnellement des échos de Marocains regrettant, sinon le Protectorat comme tel, du moins la magistrature, l'administration (gouvernementale et des entreprises) d'il y a quelques années.

Les progrès de l'arabisation dans la correspondance officielle ne contribueront pas à renforcer la précision et l'efficacité de toute gestion marocaine. On m'affirme que, dans ses conseils, lorsqu'une prise de décision est difficile, le Roi dirait: parlons français, cela ira plus vite.

Il ne faut pas tirer des conclusions négatives de ces considérations, mais être très conscient de ce que tout investissement au Maroc (comme dans tout pays non occidental, je pense) implique une présence et un noyau européens sur place pour éviter des déconvenues.

J'écrivais le 13 janvier dans ma lettre précitée que, seul, le petit Parti du Progrès et du Socialisme (communiste) poussait à une prochaine discussion du Plan Quinquennal 1978-82, actuellement "schubladisiert". Depuis lors, le puissant parti de l'Istiqlal qui compte 8 membres dans le gouvernement a lui aussi donné de la voix en poussant à une constitution rapide du Conseil supérieur de la Promotion nationale et du Plan (CSPNP), encore dans les limbes; il souligne dans son journal qu'il est "nécessaire d'établir ce plan dans les premiers mois de cette année afin qu'il puisse être exposé à la Chambre à la session du printemps". Le journal demande que ce plan soit examiné "en fonction des quatre options fondamentales suivantes: 1 - dans le domaine

-5-

agricole, réalisation de l'autosuffisance en denrée alimentaires de base (....). 2 - dans le domaine industriel, renforcement de l'infrastructure industrielle (....). 3 - dans le domaine social, orienter le plan dans toutes les branches susceptibles de procurer du travail à la main-d'oeuvre (....). 4 - dans le domaine de l'enseignement, établir un calendrier pour la scolarisation de tous les enfants en âge d'étudier (....) soit 350.000 enfants au moins par an."

Il faut espérer, face à ces exigences quelque peu démagogiques, que le CSPNP sera constitué d'hommes fondamentalement réalistes.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Ambassadeur de Suisse



J.-P. Weber

Copie:

- Direction administrative, DPF
- Service économique et financier, DPF
- Division du commerce, DFEP
- Consulat de Suisse, Casablanca